Nations Unies E/C.2/2011/2/Add.9

Conseil économique et social

Distribution : générale
8 novembre 2010
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales
Session ordinaire de 2011
31 janvier-9 février 2011

Rapports quadriennaux pour la période 2006-2009 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, en application de la résolution 1996/31 du Conseil

Note du Secrétaire général

Table des matières

		Page
1.	Fondation Al-Khoei	3
2.	Société argentine de pédiatrie	4
3.	Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII	6
4.	China Association for International Science and Technology Cooperation	8
5.	Fédération européenne pour le transport et l'environnement	9
6.	Health on the Net Foundation	11
7.	International Committee for Arab-Israeli Reconciliation	13
8.	International Research Foundation for Development	14
9.	National Rehabilitation and Development Centre	16
10.	New South Wales Aboriginal Land Council	17
11.	Political and Ethical Knowledge on Economic Activities	19
12.	Rooftops Canada	20

10-62431X (F) 061210 071210

Merci de recycler

13. Fondation Save Africa Concerts 22
14. Teresian Association 23
15. Confédération internationale de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie 25

1. Fondation Al-Khoei

Statut consultatif général accordé en 1998

I. Introduction

La Fondation Al-Khoei est une association internationale caritative et philanthropique fondée en 1989 par feu le juriste-conseil de la communauté musulmane Shi'a, le Grand Ayatollah Abu'l Qassim Khoei. L'association est immatriculée au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord auprès de la Commission caritative d'Angleterre et du pays de Galles. Son siège social est installé à Londres. L'association possède des antennes au Canada, en France, en Inde, en République islamique d'Iran, au Pakistan, en Thaïlande et aux États-Unis d'Amérique.

Buts et objectifs de l'organisation

La Fondation a pour objectif de responsabiliser la communauté musulmane par le biais d'activités d'éducation et d'autonomisation des femmes, d'événements culturels et d'activités communautaires. Elle a étendu sa mission au renforcement des capacités et à l'autonomisation de la communauté musulmane et a sensiblement consolidé sa coopération avec d'autres agences et organismes gouvernementaux.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

La Fondation travaille en partenariat avec les gouvernements locaux et les organisations non gouvernementales, en conjonction avec les écoles, les hôpitaux et les prisons, pour répondre aux besoins des musulmans et des non-musulmans. La Fondation a joué un rôle majeur dans la création d'organisations clés au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord, dont le National Council for the Welfare of Muslim Prisoners, le Forum contre l'islamophobie et le racisme (FAIR) et l'Association of Muslim Scientists. Elle est membre du Religious Education Council of England and Wales. En septembre 2006, elle a créé une section de la jeunesse, qui a fondé l'association de jeunes Bonat al Mustaqabal (Builders of the Future) qui œuvre pour le renforcement des capacités et l'autonomisation des jeunes par le biais de formations de responsables (financées par le gouvernement britannique). La Fondation organise des campagnes annuelles de sensibilisation sur la santé et le VIH/sida, telles que la conférence sur le rôle des organisations non gouvernementales à vocation religieuse dans la sensibilisation au VIH/sida qui s'est déroulée au Church Centre for the United Nations à New York le 4 mars 2009.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Un représentant de la Fondation a participé à la session de la Commission de la condition de la femme, qui s'est déroulée au siège des Nations Unies du 25 février au 7 mars 2008 et durant laquelle elle a présenté une déclaration orale.

Elle a également organisé une manifestation parallèle à la Commission de la condition de la femme sur l'autonomisation des musulmanes et le partage des pratiques optimales lors de la session de mars 2009.

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

La Fondation a fourni une aide et une assistance aux pays victimes de catastrophes naturelles, de guerres et de famines. Elle a organisé des réunions et des séminaires sur les conflits religieux et sectaires, notamment dans le monde arabe et les pays musulmans tels que l'Afghanistan, l'Irak, le Liban, le Pakistan et le Yémen.

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous. La Fondation a créé des universités, des écoles élémentaires, des collèges et des lycées reconnus par l'État, des lieux de culte congrégationaliste et des centres communautaires afin de proposer des services religieux, sociaux et caritatifs à la communauté, et conseiller les familles endeuillées. La Fondation mène également plusieurs projets éducatifs et sociaux destinés aux jeunes, aux femmes, aux personnes âgées et aux réfugiés tels que ceux déplacés par la guerre.

2. Société argentine de pédiatrie

Statut consultatif spécial accordé en 2002

I. Introduction

La Société argentine de pédiatrie est l'une des organisations scientifiques les plus anciennes d'Argentine. Fondée en octobre 1911, elle est composée de pédiatres et autres prestataires de soins infantiles. Elle compte 15 461 membres.

Buts et objectifs de l'organisation

La Société se consacre à la santé, aux droits et au bien-être des enfants. Elle est le conseiller permanent des organisations gouvernementales, universitaires et communautaires dans le domaine de la santé maternelle et infantile. La Société a pour objectifs de : promouvoir le développement scientifique des pédiatres et autres membres de l'équipe de soins; soutenir des activités d'éducation et de recherche; fournir des services pour la certification et la recertification des pédiatres; définir des directives et des normes relatives à la bonne pratique de la pédiatrie; conseiller les autorités gouvernementales sur les soins maternels et infantiles; soutenir l'inscription des droits des enfants de la Convention relative aux droits de l'enfant dans la Constitution nationale; et collaborer avec d'autres organisations. La Société met en œuvre le programme PRONAP (Programme national de formation continue en pédiatrie), un programme national de formation à distance pour les pédiatres et un programme de formation en ligne sur différents thèmes de pédiatrie. Son réseau

national de formation continue fournit des formations, des normes et des directives pour la définition de normes de soin de qualité. La Société publie également beaucoup, notamment des journaux scientifiques comme les *Archivos Argentinos de Pediatría*, qui figurent désormais dans l'Index Medicus et Pub Med. La Société réalise des évaluations individuelles pour la certification et la recertification des pédiatres argentins, avec le parrainage de l'Académie nationale de médecine. Elle participe également à des événements nationaux et internationaux majeurs sur les droits des enfants et contrôle les travaux du Ministère de la santé et du Parlement sur la législation et les décisions gouvernementales en matière de santé infantile.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

La Société collabore activement avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation panaméricaine de la santé. Conformément au programme pour le développement du Conseil économique et social, elle a œuvré dans les domaines suivants : elle a renforcé ses activités nationales de protection médicale destinées aux enfants et adolescents; elle a travaillé activement à la réduction des taux de mortalité postinfantile et de morbidité infantile; elle a sensibilisé les adolescents au VIH/sida; et elle a défendu les droits des enfants, notamment ceux consacrés dans la Convention relative aux droits de l'enfant.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Voir les sections ci-dessous.

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

La Société coopère activement avec l'UNICEF Argentine. En 2009, elle a signé un nouvel accord de coopération afin de mettre en œuvre six nouveaux projets avec des syndicats, des organisations non gouvernementales locales, la Croix-Rouge locale et des professionnels de l'éducation.

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Les actions de la Société ont contribué à : réduire les taux de mortalité grâce à des actions visant à améliorer la qualité des soins pédiatriques; soutenir activement la légifération sur l'éducation sexuelle dans les lycées, la santé en matière de procréation et la contraception gratuite; élaborer du matériel pédagogique destiné aux pédiatres de province afin qu'ils préviennent la maladie et interrompent sa transmission.

3. Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII

Statut consultatif spécial accordé en 2006

I. Introduction

L'Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII (l'Association) est une association laïque internationale de droit pontifical. Elle est présente dans 27 pays, sur les cinq continents.

A. Buts et objectifs de l'organisation

L'Association a pour objectif d'aider ses membres à réaliser leur vocation chrétienne. Elle mène des campagnes de sensibilisation et des programmes de microcrédit, propose des services aux personnes handicapées, aux gitans, aux sans-abri, aux immigrants, aux personnes âgées, aux personnes infectées et affectées par le VIH/sida, aux mères en difficulté et aux femmes contraintes à la prostitution. L'Association intervient dans les régions en guerre pour veiller au respect des droits de l'homme, aide les populations déplacées par la guerre et combat la traite des êtres humains.

B. Changements importants intervenus au sein de l'organisation

Le nombre de membres associés est passé de 1 450 en 2006 à 1 800 en 2009. Les zones des activités ont été étendues à plusieurs pays. En mars 2009, l'Association a ouvert sa représentation permanente à Genève afin de contribuer plus activement aux activités des Nations Unies et de collaborer avec d'autres organisations non gouvernementales reconnues.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'Association a participé et contribué aux activités : du Conseil des droits de l'homme dans le cadre de l'examen périodique universel; de l'Assemblée de l'Organisation mondiale de la Santé; de l'examen ministériel annuel du Conseil économique et social, du Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et du Comité des droits de l'enfant, entre autres.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

L'Association a participé aux activités suivantes :

Siège des Nations Unies : (a) Commission du développement social, 6 au 15 février 2008; (b) Commission de la condition de la femme, 25 février au

7 mars 2008; (c) Commission de la condition de la femme, 2 au 13 mars 2009. **Genève** : (a) examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme, 1er au 12 décembre 2008 et soumission d'un rapport pour l'examen périodique universel d'Israël; (b) débat de haut niveau du Conseil économique et social, 6 au 9 juillet 2009; (c) Forum social du Conseil des droits de l'homme 2009, 31 août au 2 septembre 2009.

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

L'antenne bolivienne de l'Association a collaboré avec le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, *Prevenir es Futuro*, à La Paz, à la rédaction d'un manuel sur la prévention de l'abus des drogues, financé par le Centre de prévention de l'abus des drogues et le dispositif de subventions des organisations non gouvernementales. L'Association a également participé à la réunion préliminaire d'élaboration de directives sur l'aide nutritionnelle et alimentaire destinée à améliorer la santé des patients tuberculeux, organisée par l'Organisation mondiale de la Santé du 2 au 4 novembre 2009 à Genève.

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué aux objectifs du Millénaire pour le développement en Amérique du sud, en Afrique, en Asie et en Europe.

Objectif 1 – Réduction de l'extrême pauvreté et de la faim. L'Association a apporté une aide matérielle et financière à des familles vivant sous le seuil de pauvreté; a mis en place des programmes de microcrédit; a formé des femmes et des jeunes; a dispensé des soins nutritionnels aux enfants souffrant de malnutrition et aux enfants scolarisés.

Objectif 2 – Assurer l'éducation primaire pour tous. L'Association a soutenu la scolarisation primaire des enfants des rues.

Objectif 6 – Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies. L'Association a dispensé un traitement antirétroviral à des personnes souffrant du VIH/sida au Kenya, en République unie de Tanzanie et en Zambie; a œuvré pour la prévention de la transmission mère-enfant et a dispensé des soins médicaux généralistes.

D. Informations supplémentaires

Activités menées à l'appui de principes universels : l'Association a promu et défendu les droits de l'homme par le biais d'Operation Dove, un corps de paix non violent de l'Association posté dans les collines au sud d'Hébron, en collaboration avec des groupes palestiniens et israéliens de défense des droits de l'homme. Ses principales activités incluent la surveillance des droits de l'homme, la patrouille scolaire, la production de rapports hebdomadaires et de documentations de plaidoyer, l'organisation de visites de délégation, de formations et d'ateliers sur la non-violence et la réconciliation.

4. China Association for International Science and Technology Cooperation

Statut consultatif spécial accordé en 2006

I. Introduction

La China Association for International Science and Technology Cooperation est une organisation non gouvernementale dont les principaux clients sont des agences gouvernementales, des organisations non gouvernementales et des sociétés scientifiques chinoises.

Buts et objectifs de l'organisation

L'Association offre une plate-forme de coopération internationale dans le domaine des sciences et des technologies en Chine et à l'étranger. Ses principales activités incluent : l'étude des politiques de coopération internationale dans le domaine des sciences et des technologies de certains pays et la préparation de propositions politiques à l'attention des autorités compétentes; l'organisation de forums et d'ateliers internationaux sur les sciences et les technologies avec des partenaires chinois et étrangers; l'organisation de formations; la fourniture d'une plate-forme et de services consultatifs destinés aux entreprises et institutions de recherche chinoises et à leurs partenaires étrangers afin de développer et de renforcer les activités de collaboration.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'Association a organisé un atelier international sur le développement durable des régions forestières montagnardes du 15 au 18 septembre 2008 à Lin'an, dans la province chinoise de Zhejiang, avec le parrainage du Département de la coopération internationale du Ministère chinois de la science et de la technologie et du Bureau de la science et de la technologie de la province chinoise de Zhejiang.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Le 6 février 2007 à Pékin, les représentants de l'Association ont participé au Sommet sur les multinationales et le développement durable de la Chine, parrainé par le Ministère chinois du commerce et soutenu par le Bureau du Pacte mondial des Nations Unies. Les 24 et 25 septembre 2007 à Pékin, ils ont participé au Forum international sur le changement climatique et l'innovation scientifique et technique, parrainé par le Ministère de la science et de la technologie, le Ministère des affaires étrangères et le Ministère de la protection de l'environnement et soutenu par la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

L'Association a participé à des activités parrainées ou soutenues par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le PNUE.

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Association a organisé des formations et des ateliers afin de promouvoir l'essor des pays en voie de développement. En avril 2007, elle a aidé trois incubateurs d'entreprises internationales à Pékin, Tianjin et Shanghai à former une coalition pour l'instauration d'un système de services et d'une coopération internationale pour les pépinières d'entreprises scientifiques. Elle a organisé le troisième atelier d'Asie de l'est sur les technologies fonctionnelles qui s'est tenu les 25 et 26 octobre 2007 à Pékin. Elle a dispensé une formation sur les technologies de sériciculture à des stagiaires originaires d'Égypte, d'Inde, d'Indonésie, de Thaïlande et du Viet Nam du 3 au 17 novembre 2007 à Guangzhou (Chine). De 2006 à 2009 à Pékin, elle a organisé des ateliers de formation annuels sur les innovations technologiques à l'attention des petites et moyennes entreprises scientifiques et technologiques. Elle a soutenu des activités de promotion des énergies vertes lors de l'atelier sino-canadien sur les technologies liées aux énergies vertes de janvier 2007 à Pékin. Des représentants de l'association ont participé à l'atelier sino-autrichien sur les nouvelles énergies et l'innovation en juin 2008 à Pékin. En mai 2009, l'Association a aidé le Chengdu Institute of Biology de l'Académie chinoise des sciences à développer une coopération de recherche avec l'École d'ingénierie et des sciences de l'environnement d'Autriche dans le domaine de l'énergie de la biomasse. En novembre 2009, l'Association a organisé un séminaire sur la gestion des droits de propriété intellectuelle en matière de coopération scientifique et technologique internationale afin de populariser les connaissances sur la protection des droits de propriété intellectuelle et les connaissances connexes relatives à l'OMPI et à l'Organisation mondiale du commerce. Les stagiaires étaient issus d'agences gouvernementales, d'institutions de recherche et de sociétés scientifiques.

5. Fédération européenne pour le transport et l'environnement

Statut consultatif spécial accordé en 2006

I. Introduction

La Fédération européenne pour le transport et l'environnement est une association paneuropéenne indépendante. Ses organisations membres sont originaires de 18 pays de l'Union européenne, mais aussi de Bosnie-Herzégovine, de Croatie, d'ex-République yougoslave de Macédoine, de Norvège, de la Fédération de Russie et de Suisse. La Fédération compte également des membres associés internationaux, dont BirdLife International, la Fédération européenne des cyclistes, le Fonds mondial pour la nature et des membres de soutien comme

l'Union internationale des transports publics, la Communauté européenne du rail et l'Association européenne des gestionnaires d'infrastructure ferroviaire.

Buts et objectifs de l'organisation

La Fédération se consacre en priorité à la politique européenne des transports et de l'environnement. Le but est de promouvoir une approche écotechnologique des transports en Europe. Établie en 1990 et basée à Bruxelles, la Fédération est devenue la principale association de défense de l'environnement à mener campagne pour les transports durables en Europe. Elle entend minimiser les impacts négatifs sur l'environnement et la santé, réduire l'utilisation de l'énergie et du transport terrestre ainsi que tous les coûts économiques et sociaux, maximiser la sécurité et garantir un accès suffisant pour tous. Bien que sa priorité soit la politique européenne des transport et de l'environnement, la Fédération aspire également à collaborer avec des organisations internationales ayant un lien clair et direct avec la législation de l'Union européenne telles que le Forum mondial de l'harmonisation des Règlements concernant les véhicules (WP 29) de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE), l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Organisation maritime internationale et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Les activités de la Fédération sont entièrement consacrées à la promotion du développement durable et à l'amélioration de la qualité de l'environnement.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

La Fédération a participé à des réunions de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Poznań (Pologne) du 1er au 12 décembre 2008, à Bonn (Allemagne) du 29 mars au 8 avril 2009, du 1er au 12 juin 2009 et du 10 au 14 août 2009, à Bangkok du 28 septembre au 9 octobre 2009, à Barcelone (Espagne) du 1er au 6 novembre 2009 et à Copenhague du 7 au 19 décembre 2009. Durant la période considérée dans le rapport, elle a participé à plusieurs réunions de la Commission économique pour l'Europe, du WP 29, de l'OMI et de l'OACI. La Fédération a participé à des manifestations parallèles organisées par l'OACI et l'OMI en marge des pourparlers sur les changements climatiques à Bonn.

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

Outre les activités ci-dessus, la Fédération collabore également avec la Coalition internationale pour une aviation durable, qui possède un statut d'observateur à l'OACI.

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fédération a contribué à la réalisation du 7e objectif du Millénaire pour le développement, principalement en Europe mais aussi dans le reste du monde concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Objectif 7, Préserver l'environnement **cible 1,** Intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux et inverser la tendance à la déperdition des ressources naturelles. La Fédération a contribué oralement et par écrit aux prises de décisions (WP 29, OMI, OACI et Convention-cadre sur les changements climatiques) relatives à la réduction des émissions nocives en améliorant les normes écologiques des véhicules automobiles, des bateaux et des avions. Les décisions à caractère réglementaire de la Commission économique pour l'Europe sont directement applicables dans le cadre de la législation de l'Union européenne et ont également été adoptées par d'autres parties signataires. La prise de décisions dans le cadre des processus de l'OMI, de l'OACI et de la Convention-cadre sur les changements climatiques a une portée internationale.

6. Health on the Net Foundation

Statut consultatif spécial accordé en 2002

I. Introduction

L'organisation Health on the Net Foundation œuvre pour faire progresser le développement et l'utilisation de nouvelles technologies de l'information dans le domaine de la santé.

A. Buts et objectifs de l'organisation

La Fondation œuvre en faveur de la communication en ligne d'informations sanitaires utiles et fiables, et de leur utilisation appropriée et rationnelle, et donne des orientations en la matière. Pour faire face à la masse exceptionnelle d'informations sanitaires disponibles sur le Net, son code de déontologie (HONcode) permet aux nombreux intéressés de s'entendre sur des normes visant à protéger les citoyens contre la communication d'informations sanitaires trompeuses.

B. Changements importants intervenus au sein de l'organisation

En novembre 2007, la Fédération a collaboré avec la Haute autorité de santé, qui l'a sélectionnée comme organisme de certification officiel des sites Web de santé français. Cette collaboration a permis à Health on the Net Foundation de promouvoir des normes de gestion de la qualité et de veiller au respect des procédures et des critères publiés par les organismes de certification des produits. La certification HONcode a permis de renforcer l'influence des sites Web médicaux

français, mais aussi de tous les sites Web médicaux intéressés par l'obtention de la certification HONcode. À la fin de l'année 2009, plus de 891 sites Web français avaient été certifiés HONcode.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

La Fondation a participé aux plans des agences des Nations Unies visant à accélérer la mise en œuvre de solutions de cybersanté, organisés par l'Organisation mondiale de la Santé le 11 octobre 2006 à Genève; à une session d'information et à une discussion organisées dans le cadre de l'Assemblée mondiale de la Santé par l'Organisation mondiale de la Santé le 21 mai 2007 à Genève. Elle a réalisé une étude sur les déterminants socioculturels de confiance vis-à-vis des informations médicales en ligne, et notamment sur les spécificités de l'Afrique francophone et les propositions de directives pour la publication d'informations médicales en ligne dignes de confiance, le 18 septembre 2007 à Genève. Une table ronde a été organisée par l'Institut universitaire d'études du développement et Health on the Net Foundation le 18 septembre 2007 à Genève. Health on the Net Foundation a participé à la septième Assemblée générale de l'Union mondiale des aveugles, qui s'est déroulée en août 2008, afin de présenter le projet ProVisu dont le but est de prévenir la cécité et de favoriser l'accès des handicapés visuels à Internet.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

La Fondation a participé à : la Journée mondiale de la santé le 7 avril 2006 à Genève; à la Conférence mondiale de développement des télécommunications de l'Union internationale des télécommunications (UIT) en octobre 2009; à la conférence de la Global Health Library (Organisation mondiale de la Santé) en novembre 2009; et à la conférence sur l'éthique, la législation et les politiques relatives à Internet en décembre 2009.

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

La Fondation veille avec l'Organisation mondiale de la Santé à l'utilisation efficace des nouveaux outils de communication dans le domaine de la santé en Suisse, en Europe et en Afrique.

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de la Fondation sont directement associées à l'**objectif 8 –** Mettre en place un partenariat mondial pour le développement –, et plus spécifiquement à la **cible 8**. Health on the Net Foundation favorise la coopération entre l'Europe et l'Afrique en matière d'utilisation des technologies de l'information afin de promouvoir un accès fiable aux informations médicales.

Objectifs 4 – Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans – **et 5 –** Améliorer la santé maternelle. Health on the Net Foundation a continué à ajuster les formations théoriques et pratiques destinées aux femmes.

Objectif 6 – Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies. La Fondation a conçu du matériel pédagogique sur les déficiences visuelles répertoriées dans « Vision 2020 : droit à la vue – initiative mondiale pour l'élimination de la cécité évitable ».

7. International Committee for Arab-Israeli Reconciliation

Statut consultatif spécial accordé en 2006

I. Introduction

L'International Committee for Arab-Israeli Reconciliation œuvre pour la paix et la justice et recherche des solutions pacifistes et justes au conflit palestino-israélien.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation se consacre aux droits de l'homme avec l'objectif principal de promouvoir l'amitié et l'entente entre les Palestiniens et les Israéliens afin de supprimer le voile de suspicion et de peur qui existe entre ces deux peuples. Elle entend mener des activités visant à faire progresser le Programme pour le développement du Conseil économique et social et des Nations Unies au sens large.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Le Comité a participé à des activités de promotion des objectifs des Nations Unies. Il a soumis une communication écrite à la Commission du développement social qui l'a acceptée lors de sa quarante-huitième session.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Le Comité a participé aux manifestations des Nations Unies suivantes : journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien; journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste; conférences sur la condition de la femme, les questions autochtones, le développement social et les changements climatiques.

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

L'organisation est toujours ouverte à une coopération avec les Nations Unies et d'autres organisations non gouvernementales. Durant la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme, elle a contribué à l'organisation d'une manifestation parallèle sur la condition des femmes bangladeshies appartenant à des minorités religieuses.

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Non.

D. Informations supplémentaires

Les membres du Comité participent gratuitement à des activités œcuméniques visant à promouvoir l'amitié et l'entente entre les différentes communautés dans leurs environnements respectifs. La Fédération interreligieuse et internationale pour la paix mondiale leur a décerné le titre d'Ambassadeurs de la paix. Un membre du Comité a également reçu le prix James Parks Morton Interfaith Tribute Award de l'Interfaith Center de New York.

8. International Research Foundation for Development

Statut consultatif spécial accordé en 1998

I. Introduction

L'International Research Foundation for Development (IRFD) est une organisation transnationale autonome et apolitique qui regroupe une communauté internationale de penseurs contemplatifs, de décideurs, de praticiens et de profanes résolus à déployer des efforts concertés pour améliorer la qualité de la vie dans le monde à différents niveaux.

Buts et objectifs de l'organisation

Les buts de la Fondation sont les suivants : 1) établir et administrer un réseau mondial intégré de plaidoyers et de recherches scientifiques sur les politiques concernant les problèmes de développement contemporains; 2) créer une communauté mondiale de coopération et de partenariats en vue de faciliter la solution des problèmes socio-économiques, politico-culturels, éducatifs et scientifiques liés au développement humain durable; 3) générer et diffuser une pensée novatrice transcendant les cultures, les nations, les régions et les disciplines; 4) renforcer l'intervention de la société civile dans la formulation des politiques au plan mondial; 5) créer à tous les niveaux un partenariat viable pour promouvoir la paix mondiale et un développement durable pendant le nouveau Millénaire; et 6) lancer des projets de développement au niveau communautaire. La Fondation collabore avec des organisations non gouvernementales internationales dotées du statut consultatif, des institutions internationales de recherche, des universités, des organisations régionales, des centres de réflexion et des groupes consultatifs.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Non.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

La Fondation a participé au débat de haut niveau du Conseil économique et social qui s'est tenu du 30 juin au 3 juillet 2008 à New York.

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

En 2009, la Fondation a planifié et développé une stratégie de communication et de collaboration avec les organes et les institutions spécialisées des Nations Unies afin de lancer la plate-forme de dialogue en ligne en faveur du développement de l'International Research Foundation for Development (DevLogue), en complément des activités et des principes universels des Nations Unies. Parmi les agences sélectionnées, citons : le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Commission de la population et du développement, la Commission du développement social, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). La plate-forme DevLogue facilite le dialogue sur les questions de développement, notamment sur la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement et autres questions relatives aux principes universels.

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

En 2006, la Fondation a mené un projet humanitaire destiné aux villages touchés par le tsunami au Sri Lanka et construit des maisons et bibliothèques scolaires. En 2007, elle a réalisé une étude de faisabilité sur le développement durable et la réduction de la pauvreté.

D. Activités menées à l'appui de principes universels

En 2007, une équipe d'experts de l'IRFD a visité des sites au Bangladesh, en Inde, au Népal et au Sri Lanka dans le cadre du projet sur le développement durable et a organisé un atelier de développement communautaire sur l'amélioration des moyens de subsistance, l'intégration et la gouvernance égalitaire les 22 et 23 juin 2007 à Katmandou.

9. National Rehabilitation and Development Centre

Statut consultatif spécial accordé en 2002

I. Introduction

Le National Rehabilitation and Development Centre répond aux besoins essentiels des personnes handicapées au Liban.

A. Buts et objectifs de l'organisation

Le Centre poursuit les buts et objectifs suivants afin d'aider les personnes handicapées : développer leurs capacités, promouvoir l'autonomie, les faire participer au processus de développement; les réhabiliter pour les intégrer à la société; promouvoir des investissements rémunérateurs et rentables, y compris pour les groupes autochtones; proposer divers programmes de formation, d'information et d'éducation en collaboration avec des établissements de formation professionnelle, des écoles et des institutions publiques et privées; promouvoir la ratification et l'application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et faire pression pour la ratification et l'application d'autres résolutions, traités, accords et conventions; promouvoir les droits de l'homme afin d'empêcher le travail des enfants, les abus, la discrimination et les violences à l'encontre des femmes; et sensibiliser à l'environnement.

B. Changements importants intervenus au sein de l'organisation

Le directeur général du Centre a été élu Vice-président de Rehabilitation International pour la région arabe. L'obtention du statut consultatif auprès du Conseil économique et social a permis au Centre de disposer d'un meilleur accès à la communauté internationale, aux informations, aux expériences et aux pratiques optimales.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Le Centre a animé avec succès plusieurs conférences, séminaires, sessions de formation, ateliers et autres activités en collaboration et en partenariat avec plusieurs organisations non gouvernementales, forums et réseaux aux échelles locale, régionale et internationale.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Non.

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

Conférence régionale des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, organisée par l'Organisation internationale du travail en mars 2007 à Abou Dabi; quatrième Symposium sur les droits des personnes handicapées dans le monde arabe en juillet 2007 à Rabat (Maroc), en collaboration avec le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'invalidité; conférence internationale de suivi sur le financement du développement, organisée par le Département des affaires économiques et sociales en décembre 2008 à Doha.

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Le centre a participé : à la soixantième session de la Division de la condition de la femme, Département des affaires économiques et sociales, en février 2006 à New York; à la vingt-quatrième session du Comité économique et social de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) à Beyrouth en mai 2006; à la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien de la CESAO en novembre 2006; à la Campagne pour le droit des femmes libanaises à la nationalité, organisée par le PNUD à Beyrouth le 12 juillet 2009; au lancement du *Rapport arabe sur le développement humain 2009 : les défis de la sécurité humaine dans les pays arabes*, organisé par le PNUD à Beyrouth le 21 juillet 2009.

10. New South Wales Aboriginal Land Council (Conseil foncier aborigène de la Nouvelle-Galles du Sud)

Statut consultatif spécial accordé en 1998

I. Introduction

Le Conseil foncier aborigène de la Nouvelle-Galles du Sud a été établi pour veiller aux droits fonciers des Aborigènes et aux investissements fonciers qui ont

conduit à la création du système des droits fonciers des Aborigènes dans l'État de la Nouvelle-Galles du Sud.

Buts et objectifs de l'organisation

Ses buts et objectifs restent inchangés mais ses relations avec le gouvernement se sont muées en un partenariat et le Conseil continue de conseiller le gouvernement sur diverses questions relatives au développement des communautés, notamment sur la gestion de l'héritage foncier et culturel, l'habitat et le développement communautaire. Le Conseil continue également à jouer un grand rôle de plaidoyer aux échelles nationale et internationale.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Des représentants du Conseil ont participé à toutes les sessions de l'Instance permanente sur les questions autochtones durant la période considérée dans le rapport. Le Conseil a également participé au Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, auquel il a soumis des communications orales et écrites. Il a contribué aux objectifs du Millénaire pour le développement par ses activités de protection des ressources terrestres et naturelles, de la biodiversité, du développement autochtone et de l'identité culturelle et par son soutien à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Le Conseil a également participé au Mécanisme d'experts sur les droits des peuples, qui s'est déroulé du 10 au 14 août 2009 à Genève. Il a aussi organisé une manifestation parallèle à la réunion de l'Instance permanente du 28 mai 2009.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Voir ci-dessus.

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

Le Conseil a organisé une Réunion internationale d'experts sur les peuples autochtones et les changements climatiques à Darwin (Australie) du 2 au 4 avril 2008. Il a fourni un appui administratif à différentes réunions organisées dans le cadre de la visite du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones en Australie en octobre 2009.

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 2 – Assurer l'éducation primaire pour tous**, cible 3** – Taux d'alphabétisation des personnes des deux sexes. Le Conseil a créé un fonds de dotation autonome afin de verser des bourses aux étudiants.

Activités menées à l'appui de principes universels

Le Conseil continue à soutenir les droits, les aspirations et les intérêts des peuples aborigènes conformément aux normes établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatifs aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que le développement des peuples autochtones dans le monde entier.

11. Political and Ethical Knowledge on Economic Activities

Statut consultatif spécial accordé en 2006

I. Introduction

Political and Ethical Knowledge on Economic Activities est un réseau ouvert de chercheurs de diverses disciplines qui s'engagent dans des actions concrètes dans les domaines politique et économique. Ses participants cherchent à contribuer, ou simplement à soutenir, des réflexions sur cet objectif.

A. Buts et objectifs de l'organisation

Le principal objectif du réseau est de considérer les activités économiques différemment afin de transformer la Terre en une planète humaine et solidaire. Son conseil scientifique multidisciplinaire international est composé de chercheurs hautement qualifiés pour mener à bien ses activités. Il a organisé une conférence à Santiago du Chili en 2002, avec le soutien de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), des conférences à Rennes (France) en 2003 et en 2005 ainsi qu'une conférence à Dakar en 2006.

B. Changements importants intervenus au sein de l'organisation

Les principaux changements incluent l'obtention du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ainsi que le soutien de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en faveur de son projet de mesure du bien-être (voir ci-dessous).

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

En partenariat avec le Conseil de l'Europe, le réseau a mis au point des indicateurs sociétaux afin de mesurer le bien-être local en 2006. Ce programme est devenu la feuille de route de l'OCDE concernant la mesure et la stimulation du bien-être et du progrès. En octobre 2008, le réseau a organisé le congrès « Construire ensemble des indicateurs locaux pour le progrès sociétal » pour le compte de l'OCDE et du Conseil de l'Europe. Il a également participé aux travaux

de la Commission Stiglitz et au Forum mondial de l'OCDE à Busan (République de Corée) durant lequel il a reçu un prix pour ses activités.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Non.

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

Le réseau a organisé un congrès avec la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) à Santiago du Chili en 2002 et avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) à Bangkok en 2002. De plus, des représentants du réseau ont participé à des réunions de la Commission économique pour l'Afrique et la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe.

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

La plupart des groupes de travail thématiques du réseau sont axés autour des objectifs du Millénaire pour le développement. Ils incluent des groupes de travail sur l'organisation interne et la motivation des équipes pour des activités de création de valeur et sur l'économie sociale et solidaire : un groupe de travail sur l'économie morale; un groupe de travail sur l'entreprise comme cellule sociétale; et un groupe de travail sur la transformation personnelle et sociale.

12. Rooftops Canada (Abri international)

Statut consultatif spécial accordé en 2006

I. Introduction

Depuis 1984, Rooftops Canada propose des services d'assistance technique et d'encadrement pour la construction de logements à loyer modéré et d'établissements humains dans le monde entier. Rooftops Canada travaille également pour le compte de la Canadian Housing and Renewal Association (Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine) et des associations de logement sans but lucratif de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et de la Colombie-Britannique.

Buts et objectifs de l'organisation

Rooftops Canada travaille en partenariat avec des groupes de logement communautaires, des organisations non gouvernementales, des gouvernements locaux et nationaux et le secteur privé. Ses programmes aident des milliers de familles à obtenir un logement abordable et durable et reposent sur la promesse que le droit au logement est un droit de l'homme fondamental. La construction de logements à loyer modéré génère également des emplois et des revenus qui, avec l'amélioration de la santé et de l'éducation, sont essentiels à la réduction de la pauvreté. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) et d'autres partenaires canadiens soutiennent les projets d'assistance technique et de développement des capacités de Rooftops Canada et de partenaires étrangers dans des domaines tels que : l'hébergement social et l'habitation coopérative; le développement et la gestion des institutions; le microfinancement du logement; l'évaluation des besoins; la planification et la participation des communautés; les réponses aux catastrophes; et les réponses au VIH/sida. L'égalité des sexes est un aspect interdépendant de tous nos programmes. À l'échelle internationale, les quatre principaux pays dans lesquels nous intervenons sont le Kenya, l'Afrique du sud, la République unie de Tanzanie et le Zimbabwe. Rooftops Canada soutient également des projets régionaux dans le sud et l'est de l'Afrique ainsi que des partenariats au Cameroun, en Inde et aux Philippines. Rooftops Canada a assumé le rôle de secrétariat mondial des organisations non gouvernementales lors de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et a participé aux délégations canadiennes officielles de l'ancienne Commission des établissements humains, de Habitat II et de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale de 2001 pour passer en revue et apprécier la mise en œuvre du Programme pour l'habitat.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Rooftops Canada a pour objectif premier de collaborer avec des partenaires d'Afrique subsaharienne pour appliquer le Programme pour l'habitat, créé lors de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), à Istanbul en 1996. On compte parmi ses réalisations au cours des quatre dernières années : la réalisation d'un programme sexennal de développement de l'hébergement social en Afrique du sud; des projets pilotes régionaux et nationaux de promotion du microfinancement pour l'assainissement des quartiers insalubres, la construction de logements et d'infrastructures en Afrique subsaharienne; des programmes nationaux et régionaux de promotion des réponses des établissements humains au VIH/sida, notamment dans le sud et l'est de l'Afrique; et la collaboration avec la Croix-Rouge canadienne sur un grand programme de reconstruction de logements post-tsunami à Aceh (Indonésie).

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Rooftops Canada a été membre du Comité consultatif canadien pour le Forum urbain mondial 2006 à Vancouver; a organisé la session d'échanges sur le VIH/sida

et l'hébergement en Afrique et au Canada, le troisième Forum urbain mondial d'ONU-Habitat à Vancouver en juin 2006; a participé à la délégation canadienne du quatrième Forum urbain mondial d'ONU-Habitat en novembre 2008 à Nanjing (Chine) et a organisé la session d'échanges sur le VIH/sida et l'hébergement en Asie et en Afrique.

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

C'est avec ONU-Habitat que Rooftops Canada collabore le plus étroitement. Il participe aux Forums urbains mondiaux qu'ONU-Habitat coordonne avec les pays hôtes. L'organisation a été particulièrement active dans la planification du Forum urbain mondial de 2006 au Canada. Rooftops Canada collabore étroitement avec le Programme de financement local d'ONU-Habitat à la promotion du microfinancement de l'habitat en Afrique subsaharienne. Sa participation inclut la promotion du concept, le développement des capacités et la levée de fonds. Il a également contribué au Programme de gestion des catastrophes d'ONU-Habitat en Haïti et en Indonésie.

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Toutes les activités de Rooftops Canada visent à réaliser l'**objectif 7** – Préserver l'environnement**, cible 7D** – Proportion de citadins vivant dans des taudis. Au cours des quatre dernières années, il a mobilisé environ 10 millions de dollars en assistance technique, développement des capacités et appui administratif pour les établissements humains et les organisations non gouvernementales de logement. Des milliers de foyers ont ainsi pu obtenir un statut foncier, un logement à loyer modéré et un lieu de vie dans la paix et la dignité.

13. Fondation Save Africa Concerts

Statut consultatif spécial accordé en 2006

I. Introduction

La fondation Save Africa Concerts est une organisation à but non lucratif fondée en 2000 aux États-Unis et au Nigeria afin de sensibiliser les communautés locales au VIH/sida par le biais du divertissement et de prévenir la maladie.

Buts et objectifs de l'organisation

La Fondation a pour principale mission de réduire l'impact du VIH/sida par le biais du divertissement éducatif, qui consiste à associer la sensibilisation aux changements de comportement et le divertissement pour mobiliser et éduquer la communauté. La Fondation travaille essentiellement avec les jeunes, la population active et les communautés et dirige des programmes de prévention primaire, de dépistage et d'accompagnement psychologique ainsi que des réseaux de soins et de

traitement en collaboration avec de nombreux partenaires locaux au Nigeria et dans les communautés mal desservies aux États-Unis. Ses activités communautaires se concentrent sur la sensibilisation au VIH/sida et à la séronégativité, sur le respect, la prise en charge et l'emploi des personnes vivant avec le VIH/sida et sur le parrainage des enfants orphelins dont les parents sont morts de cette maladie.

II. Contribution aux activités des Nations Unies

La Fondation a contribué à diffuser les travaux du Comité d'organisations non gouvernementales sur le VIH/sida des Nations Unies, a parrainé des publications mensuelles sur les activités du Comité ainsi que *Lost Madien*, un film sur la santé des femmes et les normes de santé en vigueur pour les femmes en Afrique.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

La Fondation a participé activement à ONUSIDA en tant que membre du Comité d'organisations non gouvernementales sur le VIH/sida et au Forum de la société civile pour le développement. Il a parrainé un porte-parole du Nigeria qui est intervenu à la dernière Journée mondiale de la lutte contre le sida organisée par le Comité d'organisations non gouvernementales sur le VIH/sida.

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

Voir ci-dessus.

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fondation utilise le divertissement pour diffuser des informations sur les objectifs du Millénaire pour le développement, et notamment sur le VIH/sida et la santé des femmes.

14. Teresian Association

Statut consultatif spécial accordé en 1998

I. Introduction

La Teresian Association est une organisation catholique dont les membres œuvrent à l'amélioration de la condition humaine et à la transformation des structures sociales grâce à l'éducation et à la culture.

Buts et objectifs de l'organisation

L'Association s'emploie à promouvoir les droits de l'homme et à édifier une société de justice et de solidarité par l'éducation. Elle a créé des écoles et des centres d'enseignement traditionnel et non traditionnel, et met particulièrement l'accent sur la promotion de la condition des femmes, de la famille et de la jeunesse.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'Association a désigné des représentants pour participer aux activités des organes des Nations Unies, y compris du Conseil des droits de l'homme de Genève, de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et de la Commission de la condition de la femme.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

(a) Forum de la société civile, les 29 et 30 juin 2006, du 28 au 30 juillet 2007, les 27 et 28 octobre 2008 à Genève; conférence d'examen de Durban, du 20 au 24 avril 2009 à Genève; célébration du vingtième anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant, les 8 et 9 octobre 2009 à Paris; conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, du 3 au 5 septembre 2008 à New York; Commission de la condition de la femme, du 27 février au 10 mars 2006 et en mars 2009; Forum sur la gouvernance d'Internet, du 3 au 6 décembre 2008 à Hyderabad (Inde) et du 15 au 18 novembre 2009 à Sharm-el-Sheikh (Égypte). Elle a soumis des déclarations conjointes avec des organisations non gouvernementales au Conseil des droits de l'homme.

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

Les écoles de l'Association appartiennent au Système du système des écoles associées de l'UNESCO.

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

La Teresian Association se concentre sur des programmes d'éducation destinés aux enfants, aux jeunes, aux adultes et aux populations autochtones dans des régions socialement et économiquement déprimées, et contribue ainsi aux objectifs du Millénaire pour le développement. Ses activités incluent : l'éducation et la promotion sociale en Argentine, au Cameroun, en République démocratique du Congo, en Guinée équatoriale, au Guatemala, en Haïti, au Mexique, au Pérou, aux États-Unis et en République bolivarienne du Venezuela, entre autres.

15. Confédération internationale de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie

Statut consultatif spécial accordé en 2006

I. Introduction

Fondée en 1926, la Confédération internationale de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, des diamants, perles et pierres (CIBJO) est la plus ancienne organisation de représentants du secteur international de la joaillerie. Elle est également membre du Pacte mondial des Nations Unies.

Buts et objectifs de l'organisation

La CIBJO a pour but d'encourager l'harmonisation, de promouvoir la coopération internationale dans l'industrie de la joaillerie, de traiter les questions qui concernent le commerce mondial et de préserver la confiance des clients de ce secteur. Elle compte sur ses organisations membres nationales pour soutenir et appliquer ses décisions et préserver la confiance du public dans l'industrie de la joaillerie.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Lors du congrès de la CIBJO qui s'est tenu au Cap (Afrique du sud) en avril 2007, des discussions ont eu lieu sur la contribution possible de l'industrie de la joaillerie à la création d'opportunités économiques durables dans les pays en voie de développement. Le congrès était exhaustif et englobait toute la chaîne de production, de la fabrication à la vente au détail. La Déclaration du Cap a affirmé l'engagement de l'industrie de la joaillerie dans sa nouvelle relation avec le Conseil économique et social. Le thème a été repris au congrès qui s'est tenu à Istanbul en 2009 et mettait l'accent sur la responsabilité sociale des entreprises.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

La CIBJO a participé au deuxième Sommet des dirigeants sur le Pacte mondial et à la session de fond du Conseil économique et social qui s'est déroulée à Genève en juillet 2007. Elle a publié une communication au nom de l'industrie de la joaillerie, dans laquelle elle s'est engagée à mener des projets à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement. La CIBJO a participé à une session sur la responsabilité sociale des entreprises et les objectifs du Millénaire pour le développement, organisée par la Section des organisations non gouvernementales à New York en janvier et février 2008. Cette session a donné lieu à un atelier sur la responsabilité sociale des entreprises et les objectifs du Millénaire pour le développement en février 2008, avec la participation de MHC International, une

société d'études et de services implantée à Londres et à Genève et spécialisée dans le développement macro et social des secteurs public et privé.

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

En octobre 2009, la CIBJO a organisé une réunion d'une journée avec des représentants du PNUD à l'Office des Nations de Genève afin de démontrer comment elle peut créer un modèle contribuant aux objectifs du Millénaire pour le développement par le biais de pratiques professionnelles responsables. Elle a également préparé un plan d'action initial pour l'élaboration d'un programme complet de formation sur la responsabilité sociale des entreprises destiné à ses membres.

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

La CIBJO a exercé un vrai rôle de plaidoyer en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement dans le secteur de l'industrie. Elle a notamment lancé plusieurs initiatives à l'appui des **objectifs 1** – Réduire l'extrême pauvreté et la faim – et **8** – Mettre en place un partenariat pour le développement, notamment de la **cible 8A** – Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire. En janvier 2008, en partenariat avec l'Association internationale des formateurs en objectifs du Millénaire pour le développement, la CIBJO a réalisé une étude de faisabilité quant à la conception et à l'élaboration d'un programme de formation sur la responsabilité sociale des entreprises/les objectifs du Millénaire pour le développement à l'attention des membres du secteur de la joaillerie, avec comme objectif à long terme la création d'un Centre d'excellence pour cette formation. En avril 2008, au congrès de la CIBJO à Dubaï, l'Assemblée générale a officiellement approuvé une résolution appelant à la création d'une fondation en Suisse, qui sera chargée du financement et de l'administration dans le monde du programme de responsabilité sociale des entreprises de joaillerie. En juillet 2007, la CIBJO a lancé un nouveau site Web d'information sur le programme de responsabilité sociale des entreprises de joaillerie et sur le rôle de ce dernier dans la promotion d'un développement économique et social durable dans les pays où elle est active.